



Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 05/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS**

BP 7  
67610 La Wantzenau

Références : 0526/MS/AG  
Code AIOT : 0006700526

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS, implanté ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS
- ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau
- Code AIOT : 0006700526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARLANXEO exploite des installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques soumises à autorisation (SEVESO seuil haut, IED), réglementées par l'arrêté préfectoral codificatif du 16 mars 2022.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

- AN24 Rétention
- Déchets
- Risque incendie
- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
1	Conformité aux descriptifs	Arrêté Préfectoral du 16/03/2022,	Prescriptions (L 512-20), mise en demeure,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
		articles 1.2.1 et 2.1.3	respect de prescription	
4	mesures en continu, installations de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Mise en demeure, respect de prescriptions	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Classement de mélanges et capacité d'un réservoir	Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, article 1.1.2	Sans objet
3	Appréciation du caractère substantiel d'une modification	Code de l'environnement du 05/06/2024, article R 122-2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### **Non conformités :**

L'inspection constate :

- le non-respect, pour le réservoir TK6230, des plans et données techniques des dossiers produits dont la note de réexamen de l'étude de dangers ;
- l'absence de consigne en cas d'épandage du contenu de ce réservoir dans la capacité de rétention associée ;
- le non-respect des procédures d'assurance qualité pour la mesure en continu des émissions atmosphériques.

### **Observations :**

Il est attendu que, d'ici à son remplacement, les mesures de sécurité concernant le réservoir TK6230 soient mises à niveau.

Une évaluation de la toxicité du mélange eau-monomère en référence aux critères du règlement CLP (et par voie de conséquence du classement ICPE) est à réaliser. C'est un élément d'appréciation important en ce qui concerne le projet de modification "BMR".

A ce propos également, des arguments techniques étayés sont à produire en ce qui concerne l'absence de phase organique flottante dans les réservoirs D1450 A, B, C et D.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : conformité aux descriptifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, articles 1.2.1 et 2.1.3
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, vapeurs toxiques
<b>Prescription contrôlée :</b>
Article 1.2.1 " Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment la

*notice de réexamen de l'étude de dangers datée du 10 septembre 2020, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. "*

Il s'agit d'examiner la conformité à la notification du 15 novembre 2018, visée par l'arrêté préfectoral concernant les modifications apportées à la filière de récupération des monomères inflammables, toxiques et cancérigènes. Cette modification a été analysée comme non substantielle, le 21 novembre 2018 notamment au motif de l'amélioration notable, qu'elle permet, de la sécurité du réservoir TK6230.

Il ressort de la page 35 du dossier de la notification du 15 novembre 2018, qu'un nouveau réservoir de même capacité (45 m<sup>3</sup>) remplacera le réservoir TK6230 (monomères, eau). Ce nouveau réservoir sera à double paroi (réduction de la surface d'épandage en cas de fuite) et parasismique.

L'étude de dangers de l'établissement (2015) a été réexaminée en 2020. La notice correspondante, produite le 10 septembre 2020, a été construite sur l'hypothèse de la réalisation de cette modification notifiée en 2018. Cette notice précise notamment page 72 : *"D'autre part, la mise en place de ce nouveau réservoir à la place du réservoir TK6230 (...) réduit les risques associés en cas de fuite. En effet, le réservoir TK6230 est implanté dans une rétention « classique » qui présente une surface d'évaporation nettement plus importante que celle associée à la rétention en double enveloppe prévue pour le ("nouveau" NdR) réservoir TK6230".* C'est suite au réexamen de l'étude de dangers qu'a été pris l'arrêté préfectoral du 16 mars 2022, mettant à jour les prescriptions d'exploitation de l'usine.

Précédemment, un arrêté préfectoral du 12 mars 2018, aux prescriptions abrogées par l'arrêté préfectoral du 16 mars 2022 (*puisque cette problématique ne devait plus se poser, suite au remplacement/déplacement du réservoir TK 6230 et à la création de la double paroi*), disposait à cet égard :

*« La société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS met en œuvre les moyens utiles en vue de réduire au minimum techniquement possible la possibilité d'évaporation d'un épandage accidentel dans la cuvette de rétention associée au réservoir TK6230.*

*Les travaux correspondants sont réalisés dans le délai d'un an suivant la notification du présent arrêté.*

*L'exploitant rend compte, à cette échéance, de leur efficacité en termes de limitation de la formation et de la dispersion d'un nuage de vapeurs toxiques. »*

Ces prescriptions devaient permettre la gestion de ce risque, non analysé dans l'étude de dangers de 2015. Par la suite, en novembre 2018, l'exploitant présentera son projet, mentionné précédemment, de déplacement et de modification du réservoir qui devait apporter, par le biais de la double enveloppe, une solution à la problématique de l'épandage en rétention en cas de fuite du réservoir.

#### **Constats :**

La modification du réservoir TK6230 décrite dans le dossier du 15 novembre 2018 et prise en compte dans la notice de réexamen du 10 septembre 2020 n'a pas été réalisée.

Le réservoir à double enveloppe remplaçant le TK6230 n'est pas construit (NB : il est repris au tableau de classement de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral pour 45 t, à la rubrique 4130). Le réservoir d'origine, de même contenance, est toujours en fonction.

L'installation n'est donc pas aménagée conformément aux données techniques des dossiers (modification du 15 novembre 2018, notice de réexamen du 10 septembre 2020), comme le veut pourtant l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral.

Pour réduire l'évaporation en cas d'épandage dans la cuvette de rétention, l'exploitant a équipé le réservoir d'une couronne d'arrosage depuis laquelle de l'eau additivée peut être projetée dans la

cuvette et couvrir de mousse le mélange de monomères.  
Ceci a fait suite à la prescription du 12 mars 2018.

Il ressort des déclarations des personnes rencontrées, dont un responsable du secteur en question de l'usine, et des constats sur site :

- qu'il n'y a pas de détecteur dans la cuvette pour donner l'alarme. Un épandage ne peut être constaté que visuellement ou olfactivement par les employés du secteur ou des rondiers (il n'en a pas été rencontré lors de la visite des lieux) ;
- qu'il n'y a pas de moyen d'actionnement rapide de l'arrosage : il faut, manuellement, ouvrir une vanne pour l'eau en actionnant un volant, et actionner une vanne "quart de tour" pour l'apport d'émulseur dans la conduite (deux opérations manuelles distinctes, à réaliser par l'opérateur dans un contexte de stress) ;
- qu'il n'y a pas d'actionnement à distance, depuis la salle de contrôle ou un autre point sécurisé.

Les deux vannes (eau et émulseur) sont en plein air, sous le vent s'il provient du sud-ouest, non loin du réservoir et de sa cuvette.

Aucune consigne n'a été trouvée lors de la visite, que ce soit en salle de contrôle ou dans le POI.

**La situation observée est donc celle d'une non-conformité aux règles d'aménagement de l'arrêté préfectoral réglementant le site.** Elle s'accompagne de dispositifs de sécurité qui ne sont pas du niveau attendu pour un établissement classé Seveso seuil haut : pas de détection automatique, pas d'alarme, actionnement manuel (deux opérations) et possiblement sous le vent de l'épandage, donc dans des conditions qui posent question pour l'intégrité de l'opérateur.

**L'absence relevée de consigne contrevient de plus à la disposition de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral qui veut que :**

*"L'exploitant établit les consignes écrites nécessaires à la maîtrise des opérations sensibles pour la sécurité des installations, notamment en situation d'incident. (...) Ces consignes indiquent notamment : (...)*

*les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, (...)*

*les modalités de gestion des rétentions et confinements. (...)"*

L'exploitant indique qu'il a obtenu l'accord du groupe pour des travaux solutionnant ces problèmes par création d'un nouveau réservoir, dans le cadre d'un projet plus vaste concernant la récupération des monomères, dit "BMR". Un dossier en ce sens est en cours de rédaction et sera transmis à l'inspection.

L'exploitant annonce un terme des travaux à la fin de l'année 2025, donc dans 18 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 1 mois

**N° 2 :** classement de mélanges et capacité d'un réservoir

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, article 1.1.2

**Thèmes :** Situation administrative, réservoirs et CLP

**Prescription contrôlée :**

**Article 1.1.2 (tableau des installations classées)**

Classification du mélange eau/monomère stocké dans les 4 réservoirs de 150 m<sup>3</sup> D1450 A, B, C et D (rubriques 4130 / 4331 )

Détermination des quantités à prendre en compte pour le classement.

**Constats :**

L'inspection a recueilli les informations suivantes :

- le mélange eau/monomère est à saturation à 7 % (70 g/l). Du fait du renouvellement du contenu, l'exploitant, sans pouvoir en apporter la preuve, estime qu'il ne peut y avoir qu'une phase organique surnageante très faible. L'inspection souhaite que cette affirmation soit étayée.
- le mélange à saturation est aujourd'hui classé comme un liquide inflammable. **L'inspection demande que son classement en tant que toxique soit éprouvé** (le pictogramme à tête de mort est en tout état de cause apposé sur les réservoirs, ce qui traduit une approche prudente) ;
- l'exploitant indique que sur le long terme, des dépôts de monomère polymérisé peuvent se constituer. L'exotherme de la réaction de polymérisation lente est absorbé par l'eau présente en majorité (93 % au moins).

La question des quantités maximales à prendre en compte pour le classement suivant une rubrique 4xxx a été posée.

Pour les réservoirs de liquides inflammables, l'article 2 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 dispose : "*Capacité d'un réservoir : capacité d'un réservoir définie par le volume de remplissage correspondant au premier niveau de sécurité, à défaut au niveau de débordement*".

Pour tout réservoir de liquides dangereux est admis qu'un dispositif de limitation du remplissage soit pris en compte, pour définir la quantité totale susceptible d'être présente dès lors qu'il satisfait aux conditions de la note de doctrine du 02 octobre 2013 sur les mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI) de la DGPR : "*... l'intervention humaine, lorsqu'elle existe, est limitée à une action déclenchée suite à une alarme elle-même déclenchée sans intervention humaine*".

On rappellera que cette note dispose également :

*S'agissant d'actions humaines intégrées à des MMRI, il convient particulièrement de s'assurer :*

- *que les alarmes associées aux MMRI sont facilement identifiables par l'opérateur sur le poste de conduite ;*
- *que les actions associées à ces alarmes sont clairement définies (notamment dans des procédures) ;*
- *de la disponibilité de l'opérateur (présence permanente et temps d'action « compatible » avec le temps de réponse de la MMRI, nombre limité de procédures d'urgence attribuées à un même opérateur) ;*
- *de la formation des opérateurs, notamment dans le cadre des actions susceptibles de conduire à des conséquences potentielles sur la sécurité de l'installation.*

NB : Ceci apporte aussi un éclairage aux constats du point de contrôle précédent, sur les conditions d'intervention en cas d'épandage dans la rétention du réservoir TK 6230.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 3 : appréciation du caractère substantiel d'une modification**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/06/2024, article R 122-2
<b>Thèmes :</b> Autre, modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. – Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.  Le tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement soumet à évaluation environnementale systématique les " <i>b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (* Etablissement : ensemble d'installations relevant d'un même exploitant sur un même site.)</i> ".  (L 515-32 : <i>I. – La présente section s'applique aux installations, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs. En d'autres termes, les installations "Seveso"</i> ).  <b>Constats :</b>  Tel que présenté en visite, le projet BMR (évoqué au point de contrôle n° 1) pourrait avoir pour conséquence que soit ajoutée à l'établissement existant une quantité de substances ou mélanges toxiques qui pourrait dépasser 50 t, soit le seuil Seveso "bas" pour les substances et mélanges toxiques, en fonction de la classification CLP du mélange eau-monomère à 70 g/l (cf. La question précédemment posée sur le classement "toxique" de ce mélange).  Un examen au cas par cas serait alors nécessaire. Le formulaire serait à soumettre au préfet de département, avec le dossier descriptif de la modification (dit "porter à connaissance"). Ce formulaire devrait examiner aussi la modification en référence aux autres seuils de la nomenclature de l'évaluation environnementale, matérialisée par le tableau annexe de l'article R 122-2 cité.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 4 : mesures en continu, installations de combustion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  « I. Les appareils de mesure en continu » sont exploités en appliquant les dispositions des » normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. « Les exploitants appliquent en particulier » les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).  <b>Constats :</b>  <b>QAL1 :</b> les deux appareils "multigaz" utilisés sont donnés par le certificat QAL1 attaché pour mesurer sous assurance qualité les polluants suivants : chlorure d'hydrogène, monoxyde de carbone, monoxyde d'azote, dioxyde de soufre.



Les polluants à mesurer en continu, suivant l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral, sont :

- les oxydes d'azote exprimés en dioxyde d'azote ("NOX"),
- l'oxygène,
- le monoxyde de carbone.

Seul le dernier est mentionné par le certificat QAL 1 des deux appareils de mesure.

La visite des lieux a permis de constater la présence dans chaque baie d'analyse d'un four convertisseur en NOX, toutefois non mentionné dans le certificat QAL1, et d'un système de séchage des fumées.

Seule la chaudière HRSG 40t était en marche, en fonctionnement mixte, gaz naturel et butadiène. L'appareil de mesure indiquait une valeur conforme, de l'ordre de 130 mg/Nm<sup>3</sup>, pour le polluant NOX.

**QAL2** : l'inspection a contrôlé, par sondage, l'intégration dans les appareils de mesure en continu des droites d'étalonnage (chaudières HRSG 40 t et Back-up 15 t en fonctionnement mixte : gaz naturel et butadiène).

La droite concernant l'oxygène n'était intégrée dans aucun des appareils.

**QAL3** : l'exploitant n'a pu présenter de carte de contrôle. Il contactera son prestataire.

A ce stade, l'inspection constate la non-conformité caractérisée par la non-application des procédures d'assurance qualité prescrites :

- appareils non certifiés QAL1 pour l'ensemble des polluants dont la mesure en continu est prescrite (certifiés seulement pour le monoxyde de carbone, pas pour les oxydes d'azote NOX, ni pour l'oxygène) ;
- droite d'étalonnage QAL2 non intégrée aux appareils pour l'oxygène.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai** : 1 mois